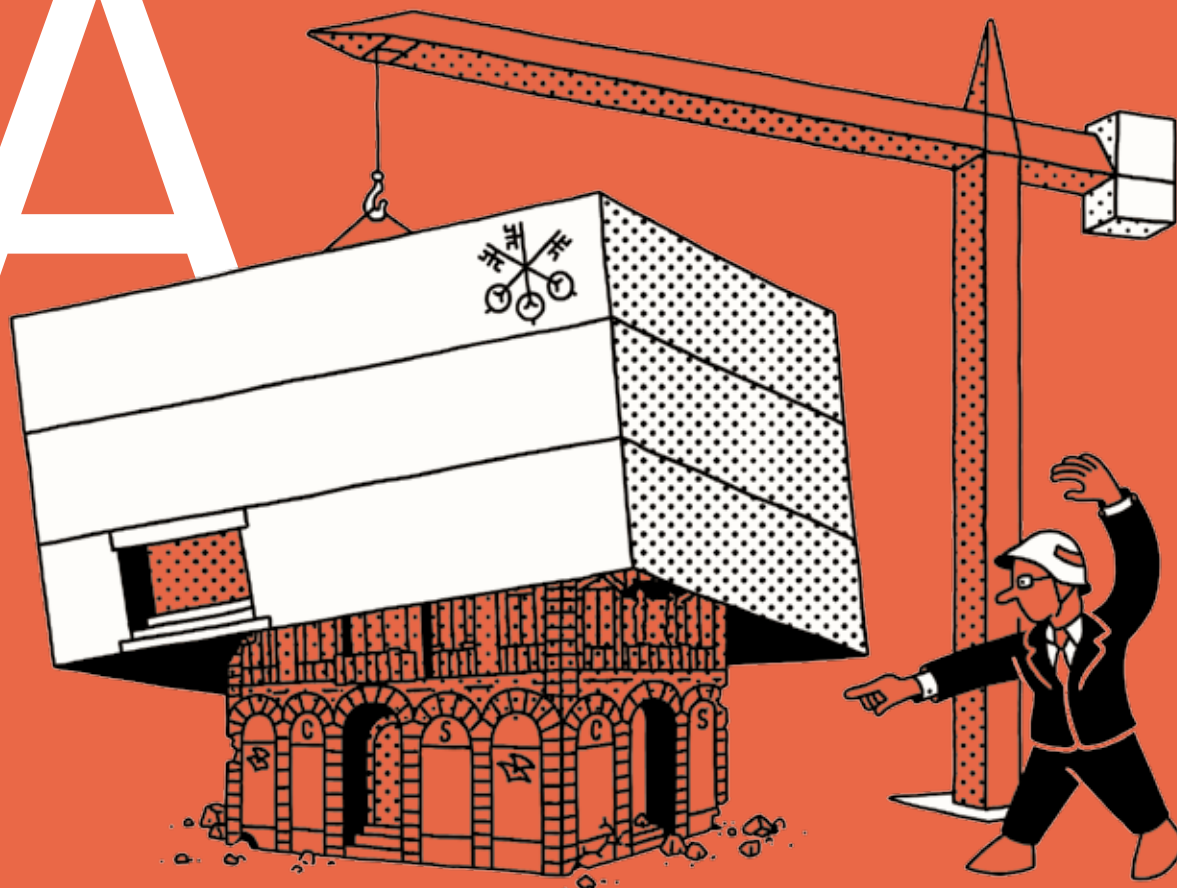


A



Actares Bulletin 47

Editorial
2

L'avenir de
l'assemblée
générale
3

Retour sur
la saison
2023
6

Agenda
Secrétariat
Impressum
8

Editorial

Chers lecteurs et lectrices

Que serait-il advenu si ... Credit Suisse avait consenti en novembre 2022 à un débat sur l'augmentation controversée de son capital? Comme chacun sait, cette avant-dernière assemblée générale de CS s'est tenue sans public. Les dirigeants n'ont donc pas eu à répondre aux questions critiques. Tous les signaux d'alarme avaient déjà retenti à ce moment-là en raison des ventes d'urgence et de la chute des cours.

2

Une AG portée par les médias aurait-elle pu inciter les autorités et les politiques à se livrer plus tôt à une analyse critique? C'est possible, mais le Conseil d'administration de CS ne l'a pas souhaité. Cet exemple illustre la nécessité de ne pas renoncer à la «vraie» AG. Sans contact physique, la communication est limitée: même avec les meilleurs outils vidéo, il



n'est pas possible de percevoir l'atmosphère, d'interpréter les gestes et les mimiques des participants, ni de lire entre les lignes.

C'est pourquoi l'AG virtuelle qui vient d'être introduite affaiblit la position de l'actionariat. Vous découvrirez dans les pages suivantes comment ce nouveau droit a été mis en oeuvre par les principales entreprises suisses.

Rolf Kurath, président

L'avenir de l'assemblée générale

La numérisation n'épargne pas les assemblées générales. Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Un tour d'horizon.

3

Le sujet principal

«Le métavers est-il l'avenir de l'assemblée générale?»

Imaginez que vous assistiez à une assemblée générale en 2033. Vous ne faites pas un voyage en train pour rester assis pendant deux heures dans un hall d'exposition et vous ne recevez pas de vin blanc ni d'amuse-gueule à la fin.

Au lieu de cela, vous restez chez vous et vous placez sur votre tête un dispositif qui vous projette l'assemblée générale devant vos yeux. Dans cette réalité virtuelle, vous pouvez voir une salle, vous y déplacer et discuter avec d'autres personnes ou vous rendre au podium et poser des questions. Des centaines d'autres actionnaires sont présents, ainsi que le conseil d'administration et le CEO, comme toujours. La seule différence est que les images des personnes présentes sont générées par l'ordinateur – peut-être ressemblent-elles à la réalité, peut-être composent-elles un personnage imaginaire qu'elles ont créé elles-mêmes. Bienvenue à l'assemblée générale dans le métavers, une forme immersive d'internet!

Le métavers est-il l'avenir de l'assemblée générale? Reliance Industries, la plus grande entreprise privée d'Inde, a été l'une des premières à inviter à une assemblée dans le métavers l'année dernière. Certains ont certes reproché à l'entreprise de ne pas exploiter pleinement les possibilités du métavers. Les obstacles techniques et pratiques des deux côtés – entreprise et actionnaires – sont encore trop élevés pour le moment. Mais il semble malgré tout clair que la numérisation va également modifier l'assemblée générale.

Pendant la pandémie: un avant-goût d'assemblées sans présence physique

L'ordonnance 3 du Conseil fédéral sur les mesures de lutte contre le coronavirus (COVID-19) stipulait que les assemblées générales pouvaient toujours avoir lieu, mais uniquement sans présence du public. Les actionnaires devaient soit exercer leurs droits de vote par voie électronique, soit les déléguer au représentant indépendant. La présence physique était limitée au conseil d'administration, au représentant indépendant et à quelques autres personnes.

Une délégation à des tiers, par exemple à Actares, n'était généralement pas possible. Au printemps 2022,

le Conseil fédéral a levé en grande partie l'interdiction de se réunir pour les grandes manifestations, mais les assemblées générales pouvaient continuer à être organisées selon les prescriptions de l'ordonnance jusqu'à fin 2022.

Les entreprises ont géré différemment l'interdiction de se réunir pendant la pandémie. Certaines ont retransmis l'assemblée générale en direct sur internet et ont aussi répondu aux questions envoyées à l'avance par les actionnaires, d'autres se sont réunies à huis clos et ont renvoyé au procès-verbal.

Après la pandémie, l'ère des assemblées virtuelles commence sans transition

Le 1er janvier 2023, le nouveau droit de la société anonyme est entré en vigueur. L'article 701 du Code des obligations prévoit qu'une assemblée peut se tenir en Suisse ou à l'étranger, en un seul ou plusieurs endroits à la fois, et que l'utilisation de moyens électroniques est autorisée. Ce dernier permet, outre les assemblées physiques, des assemblées hybrides physiques/virtuelles et des assemblées purement virtuelles. Dans le cas des assemblées virtuelles, seule une assemblée résiduelle du conseil d'administration et de quelques autres per-

«Le nouveau droit de la société anonyme permet une série de nouveaux formats pour les AG.»

sonnes se réunit physiquement, comme au temps de la pandémie.

Ces nouveaux formats sont soumis à certaines exigences: La possibilité d'assemblées à l'étranger ou dans un espace virtuel doit être inscrite dans les statuts; les assemblées hybrides ou dans plusieurs lieux sont possibles sans adaptation des statuts. Pour tout format autre que l'assemblée physique en un seul lieu, les participants doivent être connectés électroniquement par l'image et le son. Ils doivent pouvoir suivre le déroulement de l'assemblée, s'exprimer et voter en temps réel. Les entreprises doivent garantir l'identité des participants et des résultats de vote infalsifiables. Si des problèmes techniques surviennent, l'assemblée doit être interrompue – seuls les votes effectués avant l'apparition des problèmes sont valables dans ce cas.

La plupart des entreprises du Swiss Market Index n'ont pas perdu de temps pour présenter cette année encore à leurs actionnaires les modifications statutaires nécessaires pour des assemblées virtuelles. Actares a demandé à plusieurs entreprises pourquoi elles souhaitaient prendre cette disposition.

La réponse a été unanime: «Uniquement pour des circonstances exceptionnelles telles que des pandémies». Seule une entreprise du SMI, Novartis, reconnaît les éventuelles préoccupations concernant les assemblées générales virtuelles. Lors de l'assemblée générale, l'entreprise a proposé de limiter l'autorisation d'organiser des assemblées générales virtuelles à cinq ans et de procéder en outre à un nouveau vote dans deux ans.

Il n'y a en revanche pas de délai de transition chez Swatch Group: l'entreprise a inscrit dès 2021 dans ses statuts que les assemblées générales «se tiendront, si la loi le permet, par des moyens électroniques sans lieu de réunion». Cette année, Swatch Group a été l'une des premières entreprises cotées en bourse en Suisse à tenir une assemblée générale virtuelle.

L'AG physique n'est pas qu'un théâtre: ce qui manquerait sans elle

Actares, en tant que représentant des petits actionnaires individuels, a systématiquement rejeté cette saison la possibilité d'organiser des assemblées générales virtuelles, parce qu'elles sont importantes pour cette partie de l'actionariat, non seulement pour des raisons personnelles – par exemple, pour garder le contact avec l'entreprise en tant qu'anciens collaborateurs et pour retrouver de vieilles connaissances –, mais aussi pour des raisons de gouvernance: les plus gros actionnaires, généralement des institutionnels, ont un accès direct à l'entreprise et ne sont qu'exceptionnellement présents à l'assemblée générale. Pour les actionnaires plus petits et individuels, l'assemblée générale est

en revanche la seule occasion d'avoir un échange direct avec la direction de l'entreprise.

Les médias ne s'intéressent guère aux assemblées générales qui n'ont pas d'objets controversés à leur ordre du jour et, lorsqu'elles sont animées, ils mettent souvent l'accent sur le côté bizarre de la chose. Cela donne parfois l'impression que les assemblées générales sont avant tout du théâtre. Mais l'aspect théâtral a aussi son utilité: il attire l'attention des médias et constitue ainsi un moyen pour les petits actionnaires individuels d'exercer une pression et de rester présents dans l'esprit des dirigeants de l'entreprise.

Le fait que, dans les grandes entreprises, les décisions ne soient pas prises pendant l'assemblée ne plaide pas non plus contre l'assemblée générale physique. Les voix qui y sont présentes ne représentent peut-être souvent qu'une petite minorité – mais pour le dialogue, ce n'est pas la même chose si le conseil d'administration ou le CEO doivent se tenir devant une foule rassemblée pour s'expliquer ou s'excuser (comme cette année au Crédit Suisse) ou s'ils peuvent se cacher derrière un écran.

Si le conseil d'administration peut adapter le format de l'assemblée générale à ses besoins – par exemple pour contrôler la narration dans les médias –, cela signifie un transfert de pouvoir du petit actionnaire vers le conseil d'administration. Du point de vue des actionnaires individuels, l'assemblée générale physique (ou au moins hybride) n'a donc pas perdu sa justification – même à l'ère de la numérisation croissante.



La saison 2023

Cette année on a vu le retour de l'assemblée générale en présentiel, après trois ans d'absence imposés par la pandémie. Credit Suisse a cessé d'exister en tant que banque indépendante, alors qu'une entreprise autonome se constitue à nouveau sous le nom de Sandoz.

6

Rapport annuel

«La moitié des plans climatiques des entreprises du SMI se révèle encore insuffisante.»

Le nouveau droit de la société anonyme est entré en vigueur en 2023. Il s'en est suivi un déferlement d'objets inscrits aux ordres du jour des assemblées générales en lien avec la modification des statuts. Du point de vue de l'actionnariat, les innovations les plus importantes consistent en l'introduction d'une marge de fluctuation du capital permettant aux entreprises d'augmenter ou de réduire le capital-actions durant une période de cinq ans au maximum, en l'abaissement des seuils et en la possibilité d'assemblées virtuelles.

En revanche, rien n'a changé sous l'angle des rémunérations. Dans l'ensemble, celles-ci s'avèrent toujours excessivement élevées, surtout la part variable qui peut représenter plusieurs fois le salaire de base – et les «Fringe Benefits» constituent dans certains cas la moitié du salaire fixe. Au cours de cette saison, Actares a souligné à

plusieurs reprises qu'une autolimitation de la rémunération serait en adéquation avec la rhétorique sur la durabilité que cultivent de nombreuses entreprises. Jusqu'à ce jour, ces réflexions n'ont toutefois pas trouvé d'écho...

Une marge de progression importante pour les stratégies climatiques

Quatre entreprises du Swiss Market Index (SMI) ont jusqu'à présent soumis leur plan climatique à un vote consultatif des actionnaires. Nestlé a ouvert le bal en 2021, Holcim et UBS ont organisé leurs votes respectifs en 2022 et 2023, et Credit Suisse a fermé la marche en 2023. A ce jour, un «Say on Climate» a donc été élaboré au sein de quatre des vingt entreprises du SMI. Actares a demandé à plusieurs entreprises si elles souhaitent, elles aussi, mettre leur plan climatique à l'ordre du jour – mais nombre d'entre elles attendent la saison 2024 et veulent présenter leur plan climatique dans le cadre du rapport sur la durabilité. Si cette pratique s'impose, le temps d'un «Say on Climate» dissocié dudit rapport pourrait bientôt être révolu.

Depuis la saison 2022, Actares analyse les stratégies climatiques des entreprises du SMI. Pour la saison 2023, dix entreprises ont satisfait à ses

exigences et huit ne les ont pas remplies: Alcon, Credit Suisse, Geberit, Lonza, Swiss Life, Partners Group, Sonova et UBS (les assemblées générales de Richemont et Logitech ne sont prévues qu'à l'automne). Deux entreprises se sont améliorées par rapport à 2022, à savoir Roche et Sika.

Les aspects climatiques placés dans le viseur d'Actares

Les deux entreprises qui se taillent la part du lion concernant les émissions méritent, d'un côté, une attention particulière: Holcim et Nestlé, dont les activités mondiales produisent, pour chacune de ces sociétés, presque trois fois plus d'émissions que la Suisse dans son ensemble. Les deux entreprises sont bien positionnées en matière de stratégie climatique, mais il existe des lacunes et des impondérables qu'Actares ne manquera pas de surveiller. Par ailleurs, l'observation doit porter sur le secteur financier. La gestion des flux de capitaux constitue un levier important en vue d'une évolution vers une économie respectueuse du climat. Or, la moitié des entreprises du SMI, dont les plans climatiques sont jugés insuffisants par Actares, relève du secteur financier. Il est donc nécessaire de poursuivre le

«UBS assume avec la reprise de Credit Suisse des risques à la fois financiers et climatiques.»

dialogue et de faire pression dans ce domaine.

En début d'année, le groupe de travail Climat s'est penché de manière approfondie sur certains éléments récurrents dans les plans climatiques:

la réduction des puits de carbone naturels et technologiques, les prix pour le carbone définis au sein des entreprises et le dialogue avec les fournisseurs – ce dernier s'avère important, car c'est à ce niveau-là que se produisent la plupart des émissions pour nombre d'entreprises.

Nestlé: la barre doit être placée plus haut

Le slogan «Good food, good life» prévaut au sein de Nestlé. Mais l'entreprise est-elle en mesure de répondre à ce défi? En rapport avec des pizzas d'une marque Nestlé contaminées par des bactéries provenant d'une usine à Caudry, en France, deux enfants ont trouvé la mort et d'autres sont tombés gravement malades, certains en supportant aujourd'hui encore les conséquences. Les signalements quant aux conditions de production dans cette usine n'ont apparemment pas été entendus. Actares a évoqué cette affaire dans sa correspondance et lors de l'assemblée générale en refusant d'accorder, pour ce motif, la décharge à Nestlé.

Une autre thématique importante dans le dialogue avec cette société a trait à la gestion des emballages en plastique. Nestlé est l'une des entreprises les plus polluées de plastique dans le secteur des biens de consommation. Actares l'a interpellée quant à ces aspects: quelles économies la société a-t-elle réalisées en matière de consommation de plastique? Un changement de paradigme est-il envisageable pour passer des emballages recyclables aux emballages réutilisables en vue d'abaisser la quantité de plastique en circulation?

Holcim: double mandat critiqué

A l'occasion de l'assemblée générale de Holcim, le CEO Jan Jenisch a remplacé Beat Hess, démissionnaire, à la présidence du conseil d'administration. Il conservera toutefois sa fonction de CEO jusqu'à nouvel ordre. Actares a critiqué ce double mandat. A son sens, Holcim disposait de suffisamment de temps pour préparer la succession du CEO et prévenir ce double mandat. Actares a néanmoins approuvé le choix parce que l'entreprise a promis d'annoncer un successeur au poste de CEO dans les douze mois à venir et de créer la fonction de Lead Independent Director.

Les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur cimentaire représentent environ sept pour cent des émissions mondiales, ce qui démontre l'importance capitale que revêt la stratégie climatique de Holcim. On peut néanmoins relever comme point positif que cette société rend compte presque intégralement de ses émissions et a présenté une stratégie convaincante en vue de les réduire. Etant donné que la stratégie en question est fortement liée au succès des innovations techniques, Actares suivra de près si celles-ci ont véritablement eu l'effet escompté.

Novartis: questions liées à la médecine de premier recours

Lors de l'assemblée générale de Novartis, Actares a posé plusieurs questions sur la scission prévue de Sandoz de l'entreprise. Cette séparation pourrait avoir des conséquences importantes, car Sandoz figure parmi les plus grands producteurs d'antibiotiques au monde et exploite les dernières installations de production en Europe. Actares a rappelé à la direction de Novartis qu'elle assume une responsabilité sociale dans cette affaire et qu'elle doit veiller au site européen, ainsi qu'à la continuité de la production.

Le dialogue avec Novartis a également porté sur les pénuries de médicaments essentiels et l'apparition de souches bactériennes résistantes aux antibiotiques, tout comme sur la manière dont l'entreprise entend relever ces défis. Actares s'est également penchée sur la question de l'élargissement de l'accès aux médicaments dans les pays émergents et en développement.

Banques: un sujet de préoccupation récurrent ...

La fin soudaine de Credit Suisse a constitué l'événement marquant de la saison 2023 et a entraîné une forte augmentation des demandes des médias auprès du secrétariat. A l'occasion de l'assemblée générale de Credit Suisse, Actares a rappelé que la gestion des risques de la banque était lacunaire depuis des années et qu'elle avait souligné ce fait depuis tout aussi longtemps. Lors de l'assemblée générale d'UBS, Actares a demandé que les secteurs d'activité à risque soient réduits au moment de l'intégration de Credit Suisse et que les suppressions d'emplois soient mises en œuvre dans des conditions socialement acceptables.

Actares a de plus rappelé qu'avec Credit Suisse, UBS assume des risques à la fois financiers et climatiques. Ainsi, Credit Suisse a été beaucoup plus impliquée qu'UBS dans le financement de la fracturation hydraulique. Actares attend d'UBS qu'elle développe un plan de sortie cohérent pour ces activités nouvellement siennes. Dans d'autres domaines, Credit Suisse s'est à nouveau montrée plus ambitieuse qu'UBS – pour ce qui a trait, notamment, à l'engagement volontaire d'abandonner le charbon. La nouvelle banque devra dès lors prendre comme référence les normes les plus respectueuses du climat, lorsqu'elle regroupera les activités et les plans climatiques. Il faut tout de même saluer le fait que Credit Suisse et UBS ont toutes deux soumis au vote leurs stratégies climatiques (même si celles-ci ne répondaient pas aux exigences d'Actares).

Les assurances: la partie sereine du secteur financier

Il y a actuellement beaucoup moins d'agitation dans le secteur des assurances. Swiss Re et Zurich ont davantage progressé que les banques dans leurs stratégies climatiques, même si des améliorations sont toujours possibles (par exemple, Zurich ne fait pas valider son objectif de zéro émission nette par un organisme externe et les incitations à la rémunération pour la protection du climat ne sont pas assez ambitieuses). Au cours de l'assemblée générale de Swiss Re, Actares a donc exprimé l'espoir que Sergio Ermotti, lorsqu'il passera de la présidence de Swiss Re au fauteuil de directeur général d'UBS, emportera un peu de la sensibilité climatique de l'assureur auprès de la grande banque.

Agenda

Jeudi 28 septembre 2023

Assemblée des membres d'Actares à Berne

17h45 au centre de convention Allresto.

Vous trouverez ici les dates de la tenue des assemblées générales des entreprises du SMI.



www.actares.ch/fr/news/agenda

Tout de bon!

Diana Gigova était en charge des finances et de l'administration chez Actares depuis fin 2021. Cela comprenait, entre autres, le contact individuel avec les membres et le traitement des droits de vote délégués à Actares. Elle s'est occupée de tout cela avec aplomb et a introduit l'une ou l'autre nouveauté. Elle souhaite maintenant se consacrer à d'autres projets. Nous présenterons la succession de Diana dans le prochain numéro – mais pour l'instant, nous remercions Diana pour son engagement et lui souhaitons beaucoup de succès dans ses prochaines activités!

Impressum

Tirage en français: 550 exemplaires / Tirage en allemand: 880 exemplaires / Rédaction, traduction et lectorat: Patricia Annen-Etique, Sophie de Rivaz (Pol.éthique), Rolf Kurath, Christine Meyer (CityTEXT GmbH), Jean-François Rochat, Roger Said / Illustrations: Tomas Fryscak (tomas.studio) / Concept et mise en page: Büro Fax, Winterthur / Impression: Gegendruck GmbH, Luzern / Actares bénéficie du soutien de la Banque Alternative Suisse BAS Actares Genève, CP 161, CH-1211, Genève 8, T 022 733 35 60, info@actares.ch, www.actares.ch

Papier: Rebello, 100% de vieux papier, ISO 14024



Actares

Actionnaires pour
des entreprises plus
responsables

Avoir son mot
à dire dans les
décisions des
entreprises?

Bien
sûr!

Actares:

- entre en contact avec les entreprises pour qu'elles prennent des décisions dans le sens de la durabilité
- vous représente pour soit exercé votre droit de vote aux assemblées générales
- mène le dialogue avec les directions des entreprises

Devenez membre maintenant et exigez que les entreprises suisses se comportent de manière responsable!

Abonnez-vous à la newsletter ou collaborez avec nous dans un groupe de travail.



www.actares.ch